



## ***L'ÉVOLUTION DE L'EUROPE DE LA DÉFENSE ET L'ENLISEMENT EN AFGHANISTAN***

Compte-rendu de la conférence  
- Maison de l'Europe, 5 octobre 2010 -

Le conflit en Afghanistan devient chaque jour un peu plus coûteux à la fois sur le plan humain, mais également sur le plan budgétaire. Par ailleurs, les opinions publiques européennes montrent de plus en plus de signes de fatigue et de désintérêt vis-à-vis de ce conflit.

Il n'est pas possible de rester indifférent à la situation afghane, car ce pays, ignoré durant longtemps, est devenu en l'espace de quelques années une région géostratégique clef pour la sécurité internationale.

C'est donc sur le thème de l'Afghanistan, où se déroule depuis 2001 la principale opération militaire de l'Alliance atlantique, que l'IRIS et la Maison de l'Europe ont décidé d'y consacrer une conférence-débat organisée autour de **Jean-Pierre MAULNY**, directeur adjoint de l'IRIS, **Jean-Dominique MERCHET**, nouveau directeur adjoint de *Marianne*, et **Karim PAKZAD**, spécialiste de l'Afghanistan et chercheur associé à l'IRIS. L'IRIS consacrera d'ailleurs ses prochaines Conférences stratégiques annuelles 2011 sur le thème de la sécurité internationale liée au conflit afghan.

Cette rencontre a eu pour objectif d'analyser les implications de l'aventure afghane sur le développement de la Politique européenne de sécurité et défense commune (PeSDC) mais également sur le risque d'une perte de crédibilité de l'OTAN. Les intervenants sont revenus sur les récentes inflexions de la politique internationale en Afghanistan depuis fin 2003, c'est à dire depuis que l'OTAN a pris le commandement de l'ISAF, en évoquant les conséquences actuelles et les perspectives futures à l'échelle internationale.

## ❖ Une situation qui se dégrade en Afghanistan

Karim Pakzad a ouvert le débat sur un constat : la situation en Afghanistan ne cesse de se dégrader depuis 2001. Pour en comprendre les tenants, il faut remonter dans le temps, plus exactement à l'arrivée de troupes de la coalition dans ce pays peu après les attentats du 11-septembre.

### ○ Un échec militaire prévisible :

Connaissant les conditions d'intervention, il n'était pas possible, selon Karim Pakzad, qu'il y ait une victoire durable. Elle était même impossible. Cette intervention n'était *in fine* préparée ni sur le plan militaire, ni sur le plan politique. Les Américains avaient, dès le début, sous-estimé la possibilité d'une lutte armée. En 2002, les Talibans n'étaient pas en mesure d'assurer un combat au sol prolongé. Ne détenant pas une force militaire suffisante pour résister aux bombardements aériens des B52, ils se sont retirés en direction de leurs zones d'origine situées dans le Nord-Est de l'Afghanistan, près de la frontière pakistanaise, ainsi que dans le Sud-Ouest du pays. De leurs côtés, les Américains se sont contentés de poursuivre Al-Qaïda à travers les figures d'Oussama Ben Laden et du Mollah Omar. Cette obstination américaine a laissé suffisamment de temps aux Talibans pour s'organiser et ce jusqu'au début de l'année 2003. Il s'agit sans doute là de la plus grande erreur militaire commise par l'armée américaine.

L'insurrection qui secoue l'Afghanistan était ainsi très limitée au début. Elle était notamment cantonnée dans les zones traditionnelles des Talibans. Aujourd'hui, elle s'étend à l'ensemble du pays à l'exception du centre où la présence d'une minorité Chiite limite leur influence. Au cours de l'année précédente, on a notamment assisté à un renforcement de l'influence des Talibans dans le Nord du pays. Cette zone est extrêmement importante tant sur le plan ethnique que politique et économique. Cette reviviscence du mouvement taliban est à mettre en parallèle avec une présence militaire de plus en plus importante. Les troupes de la coalition menées par les Etats-Unis ne cessent de se renforcer : 150 000 soldats aujourd'hui contre 3 000 au début de l'intervention en 2002. Cette insurrection gagne du terrain, en témoigne l'augmentation du nombre de tués dans les troupes de l'ISAF : 60 en 2004, 131 en 2005, 191 en 2006, 232 en 2007... Depuis janvier 2010, nous sommes déjà à 593 morts.

### ○ Un échec politique :

Sur le plan politique, c'est aussi un échec. Les Etats-Unis n'avaient, selon Karim Pakzad, aucune équipe de rechange crédible à mettre en place en Afghanistan. La seule carte que les Américains avaient à jouer était une petite opposition dirigée par le Commandant Massoud dans le Nord-Est. Elle n'était cependant fondée que sur une coalition disparate de tribus sans véritable projet politique. [ndr : le Commandant Massoud a été assassiné deux jours avant les attentats du 11-septembre].

La conférence internationale de Bonn, organisée par les Etats-Unis sous l'égide de l'ONU, a permis de regrouper quelques personnalités autour d'une même table pour mettre en place un pouvoir politique. Mais ce dernier n'est pas parvenu à mettre en place des institutions crédibles et légitimes. Les contradictions de politique interne de l'Etat afghan se sont rajoutées à la liste des problèmes déjà rencontrés. Aujourd'hui, le gouvernement de

Kaboul n'est toujours pas en mesure d'engager des négociations avec les Talibans car il est faible et sans homogénéité politique. Il ne doit son existence qu'à l'appui de l'étranger.

○ **Le rôle des pays voisins dans ce conflit :**

Face à cet enlèvement en Afghanistan, Karim Pakzad estime qu'une solution politique peut néanmoins être trouvée. Elle doit cependant absolument passer par la Communauté internationale, en particulier par les pays voisins. Le nom du Pakistan est évoqué, mais il ne faut pas négliger l'influence de la Russie (encore forte en Afghanistan) ou de la Chine et de l'Inde.

Le Pakistan reste un acteur majeur. Son rôle pourrait néanmoins être plus important : il pourrait s'impliquer d'avantage pour que les Talibans rentrent dans des négociations. Cette réticence du Pakistan a une double origine. Elle peut, d'un côté, s'expliquer par les liens importants qui existent entre l'Inde et l'Afghanistan. Il n'est pas dans son intérêt de favoriser l'instauration d'un pouvoir pro-indien à sa frontière Ouest. Il se sentirait alors comme pris en tenaille géographiquement. De l'autre côté, l'ethnie pachtoune à laquelle appartiennent les Talibans a été coupée en deux historiquement. Elle est divisée par une simple crête de montagnes entre le Pakistan et l'Afghanistan. Les mouvements indépendantistes et autonomistes pachtounes des deux côtés réclament une réunification. Ils sont perçus par le Pakistan comme une menace sérieuse. La stabilité politique de certaines régions du Pakistan pourrait être remise en question.

Une solution politique à ce conflit existe bien mais elle ne se trouve ni à Paris, Washington, Londres, ni même à Kaboul. Elle est régionale et uniquement fondée sur une entente entre les pays voisins de l'Afghanistan.

❖ **Les aspects militaires du conflit Afghan**

Jean-Pierre Maulny, directeur adjoint de l'IRIS, a pris la parole. Il a tenu à revenir sur l'histoire de cette guerre depuis 2001, mais surtout sur la place de l'Europe de la défense.

Le conflit Afghan est atypique. Il peut être séquencé dans le temps : depuis 2001, on peut distinguer plusieurs « conflits afghans ». Au début du conflit, il s'agissait d'une intervention américaine qui s'est poursuivie après les accords de Petersberg et la chute du pouvoir taliban. Cette opération prenait la forme d'une lutte contre Al-Qaïda et ses soutiens. Parallèlement, une opération de stabilisation, l'ISAF, s'était mise en place après les accords de Petersberg sous mandat des Nations Unies pour assurer la stabilité dans un rayon de 40 km autour de la capitale. Cette opération a été dirigée par différents pays de l'ONU. Chacune à son tour, la Turquie et la Grande-Bretagne en ont eu la responsabilité avant que celle-ci ne soit transférée finalement à l'OTAN en août 2003 : d'où la présence de l'OTAN en Afghanistan.

Le mandat de cette opération militaire locale s'est étendu à l'ensemble de l'Afghanistan à partir du dernier trimestre de l'année 2003. Une certaine confusion sur le « qui » fait « quoi » s'opère depuis entre les opérations de l'OTAN et celles de l'armée

américaine. Cette extension du mandat de l'OTAN n'était pas souhaitée par tout le monde, la France notamment.

○ **Les pays européens :**

Jean-Pierre Maulny s'est par la suite intéressé à la politique européenne de sécurité et de défense commune (PeSDC). Il explique qu'il n'y a pas de politique européenne en Afghanistan mais des politiques nationales liées à la situation particulière de chacun des Etats face au conflit afghan et face aux Etats-Unis. Quelques pays ont été cités :

- l'Allemagne : ce pays est présent en Afghanistan car il n'était pas en Iraq. Il trouve par là un moyen de compenser son absence auprès des Américains lors du conflit irakien. La présence allemande est très forte, mais est principalement déployée dans le Nord où le conflit est moins important.
- l'Espagne : ce pays est arrivé en Afghanistan au moment où José Luis Zapatero a été élu. Les troupes espagnoles ont été alors retirées d'Iraq. Certaines ont été redéployées en Afghanistan. Comme les Allemands, cette présence sert de compensation aux yeux des Américains.
- la Grande-Bretagne : ce pays est très clairement engagé aux cotés des Etats-Unis depuis 2001 en Afghanistan. Il suit ouvertement les Américains dans la lutte contre le terrorisme. Il s'agit du contingent le plus important après les Etats-Unis : plus de 9 000 hommes.
- la France : notre pays est peu impliqué, explique Jean-Pierre Maulny, peut-être parce qu'il était déjà impliqué au début des années 2000 dans d'autres conflits (Côte d'Ivoire, Liban). Il ne disposait alors que de peu de troupes disponibles pour l'Afghanistan. Certes, le Président de la République française, Nicolas Sarkozy, a annoncé un renforcement des troupes en 2008, mais il n'y a pas eu de nouveaux renforcements depuis. La France reste réticente par rapport au conflit afghan, conflit qui semble gêner aussi bien le pouvoir en place que l'opposition.

Pour avoir été sur place, M. Maulny explique avoir constaté que la coordination entre l'OTAN, les Etats-Unis et les différents contingents nationaux est difficile et complexe, pour ne pas dire parfois inexistante.

Ce conflit afghan est donc atypique tant du point de vue des acteurs concernés que des relations entre eux. Il s'agit également d'un conflit intéressant pour l'analyse des relations entre l'UE et l'OTAN. La question de la répartition des tâches se pose naturellement. On pourrait imaginer l'OTAN chargée du *hard-power* et l'Union européenne chargée du *soft-power*. Cette répartition est celle qui s'impose en Afghanistan mais elle ne semble pas souhaitable pour l'avenir.

La question de l'« approche globale » se pose également. Il s'agit d'un concept développé en Europe qui lie les deux volets aux opérations : civil d'un côté, militaire de l'autre. L'Europe est à la pointe à ce niveau-là mais cette stratégie est en échec en Afghanistan car on a une juxtaposition de deux politiques qui ne sont pas coordonnées. L'approche globale nécessite une intégration des politiques civiles et militaires qui n'existe

pas en Afghanistan. D'ailleurs, Jean-Pierre Maulny estime que la coalition a déjà pris trop de retard pour réussir à la faire fonctionner. Il aurait fallu immédiatement reconstruire une administration ravagée par vingt ans de conflits (au début des années 2000) plutôt que d'envoyer des vagues de soldats supplémentaires. Sans administration et en l'absence d'une élite qui reste à reconstituer, il est difficile d'œuvrer au développement d'un pays.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue le fait que l'Afghanistan est depuis plus de trente ans ravagé par la guerre. La quasi-totalité de la population a perdu quelqu'un de sa famille. Karim Pakzad complète cette idée par une formule intéressante du Général McChrystal : « En Afghanistan, dix moins deux ne font pas huit, ça fait quinze ou vingt ». Parce que selon la structure tribale, ethnique, culturelle... si on tue deux talibans, et bien ses frères, ses cousins, ses proches prennent les armes grossissant ainsi d'avantage le rang des talibans. Ceci et l'ensemble des points cités précédemment complexifient énormément la situation.

### ❖ **« La guerre afghane est d'abord et avant tout une guerre entre Afghans »**

Jean-Dominique Merchet a essayé de faire le lien entre les deux sujets traités auparavant, c'est-à-dire, l'« Europe de la défense » et l'« enlèvement en Afghanistan ».

#### ○ **Une guerre civile atypique :**

Avant de commencer, Jean-Dominique Merchet a tenté de caractériser ce conflit. Si en Occident, et en France notamment, la guerre en Afghanistan a toujours été définie comme une guerre contre le « terrorisme » – certaines personnes issues de la « gauche humanitaire » préfèrent le terme de guerre contre l'« obscurantisme », mot dérivé du choc des civilisations. – Mais il faut être réaliste, cette guerre est, d'abord et avant tout, une guerre entre Afghans.

La particularité de cette guerre demeure justement dans son impossibilité à la lire selon les critères occidentaux classiques. La guerre civile afghane est totalement différente de la guerre civile russe (1917-1922) ou espagnole (1936). Pour Jean-Dominique Merchet, il s'agit plutôt d'un « mouvement perpétuel » où des camps afghans s'affrontent avec une caractéristique bien particulière : ils se composent et se décomposent de façon permanente.

Si on date le déclenchement de la guerre en Afghanistan à 1978, on peut alors affirmer sans hésitation que nous sommes dans la 32<sup>e</sup> année de la guerre civile afghane. Mais pourquoi le coup d'état de 1978 ? A l'époque, l'Afghanistan était un pays isolé, une monarchie débonnaire dont l'armée était pro-communiste. Les rapports avec son grand voisin, l'Union soviétique, avaient toujours été bons, de sorte que les officiers de l'armée afghane étaient formés directement à Moscou et à Prague. C'est en s'appuyant sur un petit parti communiste (comptant environ 5 000 membres) que des officiers prennent le pouvoir par un coup d'état en 1978. Dès lors, le pays se fracture très vite : d'un côté, les officiers communistes auteurs du coup d'état, de l'autre, la population qui se révolte. Une véritable insurrection politique s'instaure dans le pays afghan. Certes elle est la conséquence de la dictature instaurée mais aussi de la réforme agraire voulue par les communistes qui ne plaisait pas beaucoup aux propriétaires terriens.

La guerre civile afghane se poursuit donc depuis 1978. Trente-deux ans de conflit au cours desquels chacune des parties afghanes a fait en permanence appel à des forces étrangères pour se battre contre la partie opposante. Les alliances ne sont pas toujours les mêmes. Les Communistes ont fait appel naturellement aux Soviétiques. Ils ont hésité avant de s'y rendre explique Jean-Dominique Merchet car les rapports étaient tout de même très complexes. Lorsqu'ils rentrent à Kaboul par exemple à Noël 1979, les Soviétiques tuent et remplacent le dirigeant communiste au pouvoir. Face à cela, les anti-communistes font appel aux Américains, aux Pakistanais et à ce qui deviendront par la suite les djihadistes internationaux, c'est-à-dire des militants islamistes soutenus par l'argent saoudien. Les Américains sont donc présents en Afghanistan depuis longtemps, même si ce n'est pas sous une forme officielle : la CIA armait les moudjahidines. Les Français n'arrivent quant à eux qu'en 2002.

En résumant, il s'agit d'une guerre où des Afghans s'opposent à d'autres Afghans, recherchant en permanence des appuis à l'étranger. Jean-Dominique Merchet en tire une leçon évidente : toute intervention étrangère en Afghanistan a plutôt tendance à alimenter qu'à résoudre le conflit. Pour le journaliste, une fin de guerre est possible. Un camp remportera un jour la victoire, mais manifestement, nous n'en prenons pas le chemin pour l'instant. Il faut, selon Jean-Dominique Merchet, relire l'expérience historique soviétique afin de comprendre combien la guerre en Afghanistan est un héritage de la guerre froide.

- **Une « afghanisation » du pays est possible**

A travers le prisme de la guerre froide, Jean-Dominique Merchet analyse le processus d'« afghanisation » mis en place par la politique américaine et de ses alliés en Afghanistan. Cette politique occidentale d'« afghanisation » consiste à dire qu'il faut transférer progressivement le pouvoir politique, économique, administratif, policier et ainsi de suite aux institutions afghanes capables de prendre le relais des Occidentaux et de contrôler la situation de façon suffisamment stable. D'après Jean-Dominique Merchet, cette politique est au fond assez raisonnable puisque les Soviétiques y sont parvenus auparavant.

Lorsque Mikhaïl Gorbatchev arrive au pouvoir dans les années 1980, il comprend que l'affaire soviétique en Afghanistan est perdue, qu'il n'y aura pas de victoire et qu'il faut trouver vite une issue de sortie. Il commence alors à discuter au niveau international avec les Américains, les Afghans (le gouvernement légal) et les Pakistanais. Lors des pourparlers organisés à Genève, les différentes parties aboutissent à des accords de paix prévoyant le départ des Soviétiques. Les Soviétiques laissent derrière eux un régime, celui du docteur Mohammad Najibullah, un communiste de tendance gorbatchévienne. Cet homme était une figure assez respectée par une partie de la population de son pays. Il avait déjà accepté dans le passé des compromis avec une partie de la société afghane dans le but d'en finir avec la guerre. Il pouvait se servir d'un appareil de sécurité assez efficace, doté d'une armée et d'une police aux méthodes soviétiques.

Entre janvier 1989 - date du départ du dernier soldat soviétique d'Afghanistan - et avril 1992, ce régime tient. Durant trois ans, l'Afghanistan a connu un régime à peu près stable parce qu'il s'appuyait sur l'Union soviétique. Problème : l'URSS s'effondre en 1990/91. Le principal soutien politique, militaire et financier de l'Afghanistan disparaît. Dès lors la guerre reprend sous une autre forme.

Jean-Dominique Merchet soutient que le processus d'« afghanisation » sur le modèle soviétique est possible. Il pose toutefois une condition : il doit se réaliser vite. Plus le temps passe, plus les bases pour restructurer une société s'effritent. Les élites partent, la confiance et le lien social se déstructurent et on se retrouve avec un terreau politique, humain et social très difficile à reconstruire.

- **La place de l'Europe de la défense en Afghanistan**

Jean-Dominique Merchet, auteur du livre *La grande illusion*, croit assez peu à une Europe de la défense. Pour défendre sa thèse, il part de la constatation que le conflit concernant le théâtre afghan est avant tout une guerre américaine. Elle a été déclenchée pour des raisons américaines, et que bien que les Européens les aient soutenus, les acteurs principaux de cette guerre sont, et restent toujours, les Américains. Pour donner une mesure de poids politique aux autres acteurs européens au sein de cette guerre, il rappelle que la France pèse un peu moins de 4-5% des effectifs de la coalition dans ce conflit. Ce qui, à ses yeux, donne une échelle de son importance dans les décisions.

Pour conforter cette idée, Jean-Dominique Merchet prend comme exemple la réunion de l'OTAN qui aura lieu à Lisbonne en novembre prochain. D'après lui, les alliés suivront ce que les Américains disent. Cette réunion est normalement le lieu où les alliés font le point sur la situation en Afghanistan car c'est une opération de l'OTAN. Mais, selon M. Merchet, les vraies décisions ne seront prises qu'en décembre, c'est-à-dire une fois les élections américaines de mi-mandat passées et un mois après le sommet de l'OTAN. A ce moment-là, Barack Obama se penchera sérieusement sur la question afghane. D'ailleurs, l'Administration américaine est extrêmement divisée. Le Vice-président est par exemple en désaccord radical avec le Général Petraeus, chargé de commander les opérations.

- **Se retirer pour créer un électrochoc ?**

Le débat aux Etats-Unis envisage deux stratégies. La première option, celle qui a été choisie maintenant, est de renforcer les troupes, stabiliser le pays, faire de la contre-insurrection et d'aider les Afghans à se développer. La deuxième option est de se retirer pour calmer le jeu. Cette théorie est défendue par Dominique de Villepin en France. Ce retrait n'empêcherait en rien le droit d'intervenir si besoin sur des frappes ciblées. Les Américains le font déjà au Pakistan au cas où ils repèreraient des terroristes qui menacent des intérêts américains ou européens.

Même si Jean-Dominique Merchet reconnaît ne pas être un partisan convaincu de la PeSDC, il reconnaît un mérite à la thèse défendue en France par Dominique de Villepin. Ce retrait des troupes françaises pourrait créer un électrochoc considérable au sein de l'Alliance atlantique, suffisamment important pour revoir la stratégie militaire et politique en Afghanistan. Mais la probabilité que cette hypothèse se vérifie est assez faible, puisque ni Nicolas Sarkozy, ni le Parti Socialiste, ne sont sur cette ligne politique.

*Compte-rendu rédigé par :*  
*Corinne ASTARITA LOPEZ*  
*Blanche BASILIEN*  
*Pierre-Yves CASTAGNAC*